



## Conseil économique et social

Distr. générale  
24 novembre 2014  
Français  
Original : anglais

---

### Commission du développement social

Cinquante-troisième session

4-13 février 2015

Suite donnée au Sommet mondial

pour le développement social

et à la vingt-quatrième session extraordinaire

de l'Assemblée générale : thème prioritaire :

repenser et renforcer le développement

social dans le monde contemporain

### Déclaration présentée par Priests for Life, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



## Déclaration

Lors du Sommet mondial pour le développement social, les États se sont réunis pour prendre la mesure de l'importance du développement social et du bien-être pour tous et accorder à ces objectifs la plus haute priorité aujourd'hui comme au XXI<sup>e</sup> siècle.

Priests for Life affirme que le bien-être, la dignité et la valeur de tous, de chaque vie humaine sans exception, constituent le fondement des politiques et des programmes qui libèrent les pays et, surtout, les populations de la pauvreté. Chaque individu est en mesure de contribuer de façon significative à l'élimination de la pauvreté; on ne peut se passer d'aucune vie.

La famille est la pierre angulaire de toutes les communautés, dans toutes les cultures et dans tous les pays. L'énorme responsabilité de l'éducation des enfants lui incombe. La contribution des femmes et des hommes, des filles et des garçons, des mères et des pères à la famille et à la société doit être appréciée; ils doivent bénéficier de l'égalité des chances et être traités sans discrimination. Les politiques de développement social doivent protéger la famille et lui permettre de fonctionner en tant que cellule de base de la société.

La famille et tous ses membres doivent être autonomisés par des politiques et des programmes de développement social qui offrent un soutien, en particulier en période de difficultés économiques et sociales et de privations. Quand la famille est perturbée et dévalorisée, chacun de ses membres en pâtit, ce qui fait que l'objectif du développement social visant à assurer le bien-être des individus n'a plus de sens. Les membres de la famille et les personnes handicapées ont particulièrement besoin de soutien et d'assistance, notamment par l'accès aux soins de santé, à la nutrition, au logement, à l'éducation et à un emploi valorisant.

Aucun membre de la famille ne devrait être privé de sa dignité humaine ni se voir refuser son droit le plus fondamental, le droit à la vie, en raison de politiques qui traitent l'individu comme un problème et non comme une partie de la solution au développement social. Les programmes qui ciblent l'élimination des enfants par avortement sont en contradiction avec le préambule de la Convention relative aux droits de l'enfant qui nous rappelle que « l'enfant, en raison de son manque de maturité physique et intellectuelle, a besoin d'une protection spéciale et de soins spéciaux, notamment d'une protection juridique appropriée, avant comme après la naissance ».

Il y a 20 ans, les dirigeants de la planète réunis à Copenhague pour le Sommet mondial pour le développement social ont reconnu que les besoins tant matériels que spirituels étaient essentiels pour le développement social. Dans la Déclaration de Copenhague, ils ont affirmé : « Nous constatons que, dans tous les pays et régions du monde, nos sociétés doivent mieux répondre aux besoins matériels et spirituels des individus, de leurs familles et des communautés dans lesquelles ils vivent. Nous devons agir sans plus attendre et, aussi, prendre un engagement durable et inébranlable pour les années à venir ».

De même, dans le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social, il est déclaré : « Le développement social est indissociable de son contexte culturel, écologique, économique, politique et spirituel. Il ne peut donc pas être envisagé dans une perspective sectorielle ».

Pour progresser en matière de développement social, Priests for Life demande instamment d'accorder une attention particulière aux synergies et aux liens entre développement social et spiritualité. Trop souvent, les négociations sur le développement social sont entravées par l'incapacité à reconnaître et à prévoir les valeurs religieuses des individus et de la société ou, pire encore, les croyances religieuses sont considérées comme des obstacles au progrès, comme lorsque la société civile tente de modifier les législations nationales sur l'avortement dans des pays disposant de lois protégeant la vie dès la conception.

Le non-respect des valeurs religieuses et éthiques est également en contradiction avec la résolution S-24/2, dans laquelle l'Assemblée déclare :

Notre effort global de développement social, ainsi que les recommandations relatives aux mesures à prendre qui figurent dans le présent document, s'inspirent d'un esprit de consensus et de coopération internationale, pleinement conforme aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies, en tenant compte du fait que la responsabilité de l'élaboration et de l'application de stratégies, de politiques, de programmes et de mesures de développement social incombe à chaque pays et qu'il faut à cet égard prendre en considération la diversité des conditions économiques, sociales et écologiques de chacun d'eux, en respectant pleinement les diverses valeurs religieuses et éthiques, origines culturelles et convictions philosophiques de sa population, conformément à tous les droits de l'homme et à toutes les libertés fondamentales.

Les cultures à travers le monde reconnaissent le rôle crucial de la famille dans la satisfaction des besoins de base de ses membres et permettent sa pérennité par des moyens sociaux et politiques. La famille assure, de son côté, la survie de la culture et du pays. Pour qu'elles soient couronnées de succès, les politiques de développement social doivent prévoir des mesures visant à consolider la famille par l'autonomisation économique et éducative de tous les hommes et toutes les femmes. Pour progresser en matière de développement social, des efforts doivent être consentis pour répondre aux besoins des individus qui, tout en vivant dans divers milieux culturels, ont un même respect pour la foi et la famille, notamment ceux confrontés aux conditions du milieu qui évoluent.

Le fait de ne pas valoriser la famille et son génie procréatif a posé des problèmes cruciaux à de nombreux États du fait du rétrécissement des familles et des taux de fécondité déficitaire. Cela a également entraîné la perte de millions de vies par l'avortement, privant l'humanité à jamais de leurs contributions uniques.

Les stratégies de contrôle de la population ont également donné lieu à des ratios de naissance asymétriques dans un certain nombre de pays. La préférence pour les garçons et l'introduction des pratiques de détermination prénatale du sexe ont conduit à l'avortement des fœtus féminins et, par conséquent, à un nombre réduit de futures mères. Aujourd'hui, les millions de « filles perdues » ont pour effets d'accroître la violence contre les femmes, lesquelles sont enlevées et vendues comme épouses, et contre les jeunes filles, lesquelles sont soumises à la prostitution forcée et à la traite à des fins sexuelles.

Les décès des filles à naître ont également entraîné la perte de millions de filles et de belles-filles qui, si elles avaient pu naître, seraient aujourd'hui des aidantes familiales pour leurs aînés. Compte tenu de la modification de l'équilibre intergénérationnel de la famille, les personnes vieillissantes ont de plus en plus besoin de politiques qui leur assurent des soins et les protègent contre les maltraitances. Sans aidantes familiales traditionnelles, les gouvernements ont beaucoup de mal à trouver les moyens de subvenir aux besoins des populations vieillissantes. La question des soins aux personnes âgées se heurte à d'innombrables problèmes, notamment compte tenu de l'accroissement du nombre de personnes âgées dans les établissements de soins institutionnels qui souffrent de différents types de troubles cognitifs, dont la maladie d'Alzheimer.

Les faibles taux de fécondité dans de plus en plus de pays ont entraîné un déficit de jeunes travailleurs pouvant contribuer aux programmes de sécurité sociale et de retraite et remplacer les travailleurs âgés qui sont contraints de travailler plus longtemps faute de travailleurs pouvant les remplacer. Bien que les gouvernements soient confrontés à des problèmes de développement social sans précédent du fait du déclin démographique, la promotion des mesures de contrôle de la population se poursuit à l'échelle mondiale.

Lors de la réunion du groupe d'experts intitulée « Repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain : progrès réalisés dans la promotion du développement social et enseignements tirés, tenue à New York les 17 et 18 juillet 2014, il a été question des derniers efforts pour l'élimination de la pauvreté. Le fait que la réduction de la pauvreté a été beaucoup plus rapide dans les pays à forte densité de population comme la Chine et l'Inde a été relevé lors de la réunion.

Il a aussi été noté que les pays avec une nette réduction de la pauvreté avaient enregistré de fortes hausses de l'emploi hors agriculture, en particulier dans la construction, les services et la fabrication, et que, pour réduire davantage la pauvreté, il importait pour les pays de soutenir la croissance de l'emploi non-agricole. Ces conclusions méritent davantage d'attention et devraient être appliquées dans les régions qui souffrent encore de la pauvreté extrême.

Lors de la proposition de mesures de développement social, il faut garder à l'esprit que le respect de la dignité de la vie est le fondement des droits de l'homme. Le droit à la vie n'est pas l'apanage du privilégié, du parfait et du prévu, mais concerne tous les membres de la famille humaine, y compris les enfants à naître. Priests for Life estime que les politiques d'élimination de la pauvreté doivent identifier le potentiel de tous les individus pour aider à résoudre le problème de la pauvreté et ne pas traiter les individus comme le problème.

En conclusion, nous soulignons que, dans la Déclaration de Copenhague sur le développement social, les chefs d'État et de gouvernement ont souscrit à « une conception politique, économique, éthique et spirituelle du développement social, fondée sur la dignité humaine, les droits de l'homme, l'égalité, le respect d'autrui, la paix, la démocratie, la responsabilité mutuelle et la coopération, et le plein respect des diverses valeurs éthiques et religieuses et des milieux culturels des populations ».

Vu l'accord sur le programme de développement pour l'après-2015 et les objectifs de développement durable, il importe d'intégrer et d'affirmer le respect des diverses valeurs éthiques et religieuses et des milieux culturels des populations. La religion et la spiritualité donnent un sens et un but à la vie, affirment la dignité de chaque être humain et contribuent au bien-être de tous, ce qui est la finalité du développement social.

---